



Plaines d'Abraham :
réflexions sur
l'Histoire p. 6

DIEU N'EXISTE PROBABLEMENT PAS
ALORS CESSEZ DE VOUS INQUIÉTER ET PROFITEZ DE LA VIE
Les athées
s'affichent p. 8



Le Couac



Le café Touski

Manger

le capital

MARC-ANDRÉ CYR
Membre de la coop Touski

Il faut poser des actes d'une si complète audace que même ceux qui les réprimeront devront admettre qu'un pouce de délivrance a été conquis pour tous.

Claude Gauvreau

Tel est le préambule, non pas d'un manifeste révolutionnaire, ni même d'un hommage aux automatistes, mais bien... d'un plan d'affaires, celui de la coopérative de travail Touski.

La petite histoire de cet espace autogéré débute en 2001, dans un lieu que les tenants de la novlangue gouvernementale appellent un bureau « d'assurance emploi ». Deux jeunes femmes monoparentales, évidemment sans le sou, se lancent l'idée, sans trop y croire, de mettre sur pied un café coopératif où les enfants du quartier Centre-Sud pourraient manger autre chose que des « hot-dogs » et de la friture aux origines douteuses.

Elles s'entourent donc de quelques amies – hippies, anarchistes, féministes – et mettent sur pied ce qui cinq ans plus tard est en voie de devenir une authentique institution dans le quartier Sainte-Marie – ce que les bureaucrates municipaux nomment « arrondissement » (comme s'il y avait quoi que ce soit de rond à Montréal!). Peuplé de « pawn shops », de salons de massesses, de nombreuses polices et de vidanges, Sainte-Marie est l'antithèse du Plateau Mont-Royal. Mis à part les punks et les travelos, qui viennent mettre un tantinet de couleur à ces rues, il est certainement l'un des quartiers les plus mal en point du Canada, et sans aucun doute de Montréal – sans compter qu'il est habité par le siège social de la Sûreté du Québec et des studios de Radio-Canada, ce qui en fait un quartier tout aussi dangereux pour la santé mentale que physique.

Depuis déjà six ans, le Touski, à la différence de la vaste majorité des coops qui multiplient les patrons à l'aide d'un conseil d'administration, fonctionne de façon radicalement démocratique, voire consensuelle. Le C.A, qui doit malheureusement exister sur

papier, s'est proprement fait couper la tête par les membres. Son fonctionnement, qui laisse bien sûr place à la spontanéité, est encadré par une régie – que les travailleuses et les travailleurs ont eu la bonne idée d'écrire au féminin. Les décisions sont prises par l'ensemble des membres lors des assemblées générales (qui ont lieu de 4 à 5 fois par année) et l'exécution est assurée par différents comités (ressources humaines, culturel, finances, entretien...) qui se rencontrent au besoin. Sans patron, sans hiérarchie ni autorité : la volonté des membres est le seul socle sur lequel repose le projet.

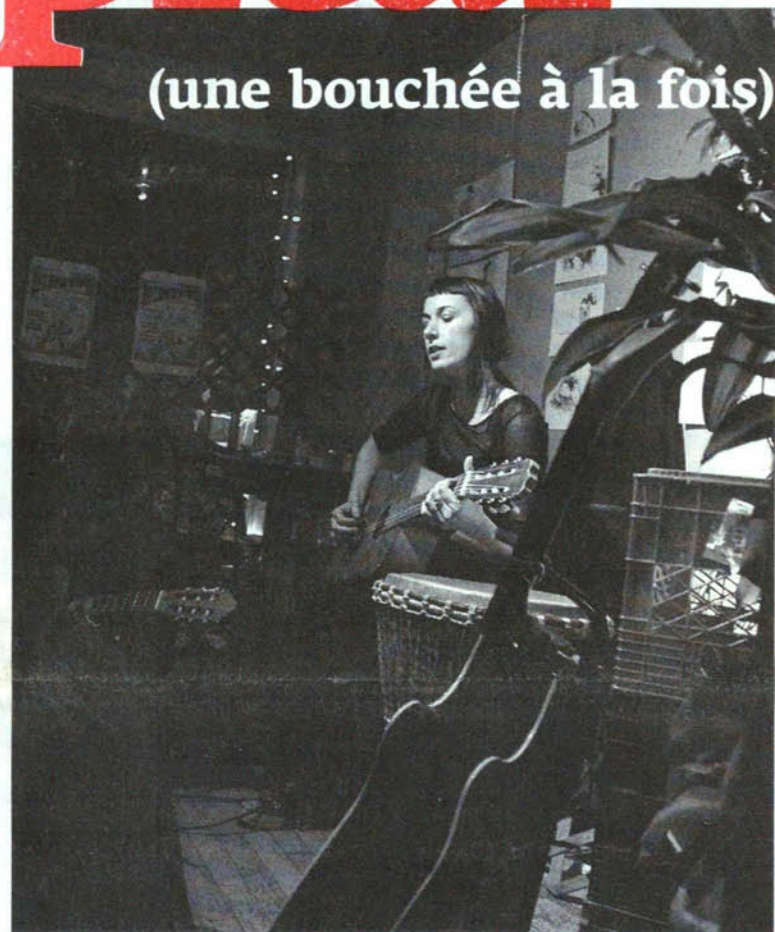
Mais ce n'est pas tout, car le café s'est doté d'un mandat plus substantiel. Il offre une salle de jeux pour les enfants, de la bouffe abordable (provenant de producteurs locaux, de préférence), un espace pour les artistes et musiciens du quartier, tout en étant un



point de chute pour des paniers bios, etc. La programmation artistique est chaque mois bien remplie : soirée de contes (pour enfants et adultes), musique (celtique, jazz, blues...), vernissages, lancements... Sans oublier que le Touski offre à sa clientèle la possibilité de consulter un kiosque de journaux de gauche (d'ailleurs coiffé d'un drapeau canadien en lambeau... et où votre canard favori est toujours bien en vue), et qu'il est le lieu privilégié pour les rencontres des différents groupes populaires et politiques du quartier (anarchistes, écologistes, socialistes, queers...) qui peuvent utiliser l'espace gratuitement.

Bien entendu, tout projet porte en lui une bonne dose de contradictions. Habitué à l'autorité, les membres ont parfois tendance à exercer exagérément leur droit à la paresse... Mais qui, mis à part quelques lucides talibans du travail, osera honnêtement leur en vouloir ? Sans compter qu'en dehors des murs, les loups rôdent et ne font pas de cadeau. Le Touski est isolé dans un monde de fous et la pression est impitoyable : réglementation étouffante, compétition féroce et paperasseries bureaucratiques sont autant d'entraves à la volonté égali-

(une bouchée à la fois)



taire et libertaire. Sous peine d'amendes, il faut un permis pour la bière, un autre pour les spectacles, encore un pour servir dans la cour, un autre p'tit pour faire une activité dans la ruelle...

Malgré toute sa bonne volonté, le café reproduit donc quelques travers du système d'exploitation capitaliste : salaires peu élevés (ils ont même dû les baisser sous peine de non-financement), part de clientèle issue de la gentrification, hausses de prix non désirées, etc. Sans compter que si le projet est désormais autonome, il a, pendant ses premières années, bénéficié de subventions gouvernementales sans lesquelles il serait sans doute mort-né.

Le Touski n'est qu'un petit lieu libre d'autorité¹, un grain de sable dans l'engrenage... et il reste encore beaucoup de pavés à balancer avant qu'il ne se déploie comme une vaste plage... Parlez-en aux travailleuses, alors qu'elles terminent un intensif quart de travail, elles pourront vous en parler mieux que quiconque.

www.touski.org

2361 Ontario E., près de Fullum, à Montréal

¹ Et il n'est heureusement pas seul. Selon le CRAC (Collectif de recherche sur l'autonomie collective), le Québec compterait plus de 130 groupes autogérés.

CAFÉ TOUSKI, COOP DE L'ANNÉE!

Le 19 février dernier, cette utopie bien concrète qu'est le Touski a été applaudie par près de 400 personnes réunies pour le douzième Gala des Prix du Mérite coopératif, organisé par la coopérative de développement régional de Montréal-Laval. Succès d'estime? Petite tape condescendante dans le dos? Non. Prix de la Coopération de l'année, rien de moins.

Imaginez le top : plein de bonshommes en cravate et de madames en tailleur, un gros souper gastronomique... bref, un gala. Et Jean-Philippe Villemure, l'un des 20 membres de la coop, qui arrive en avant et fait le speech qui suit. Certains « boomers » ont dû avoir une petite larme de nostalgie.

« Le système craque de partout. Nous vivons une crise économique et sociale globale sans précédent. La situation va continuer de s'aggraver... malgré les efforts déployés par la confuse élite économique pour tenter d'éviter l'inévitable, soit la chute du capitalisme d'exploitation. Ce système archaïque maintient l'être humain dans une position de domination et de servitude depuis trop longtemps. Il ne permet l'épanouissement que d'une minuscule parcelle de ce qui le caractérise réellement. »

« Heureusement, des gens travaillent chaque jour à instaurer un système concret où la collaboration, la communication, l'égalité, la responsabilité et la liberté prennent le pas sur l'autorité, la mise en opposition, la précarité et la peur. C'est ce que l'autogestion propose comme changement fondamental. »

« Je suis tombé sur une citation de Gandhi dernièrement qui me semblait appropriée. Elle disait : "Nous devons devenir le changement que nous désirons voir dans le monde". C'est précisément ce que nous sommes en train de faire ensemble. C'est aussi pourquoi nous avons une certaine obligation de succès dans nos entreprises. Afin de montrer à la société que l'utopie est réalisable, même souhaitable. Nous sommes à petite échelle ce que la société civile devra être dans le futur. »

« Nous acceptons donc ce prix comme un message de votre part nous enjoignant à poursuivre dans cette voie et d'accélérer le pas afin de devenir un exemple de réussite, dans l'égalité et le respect. »

Merci, bonne fin de soirée »



Nouvelle émission

Les drones de l'armée canadienne seront bientôt armés de caméras. La chaîne de télévision TQS songe à diffuser les meilleurs extraits sous le titre Droné de Vidéo.

MUSIRONIE

Technologie verte

Le BAPE autorise Hydro-Québec à harnacher la Romaine afin de faire de l'énergie avec de la laitue.

MUSIRONIE



1186 LE COMPTEUR DE L'INADMISSIBLE

Au 1^{er} avril 2009, cela fait 1186 jours que Abdelkader Belaoui se terre dans l'église St-Gabriel pour ne pas être déporté.
Pour l'aider : www.soutienpourkader.net

LE COIN DU ZAP

L'évolution à l'envers

CHRISTIAN VANASSE

A lors que le monde de la science célèbre le bicentenaire de naissance du géant Darwin et les 150 ans de la parution de sa célèbre Théorie de l'Évolution, la planète Vatican tenait début mars un congrès international dans lequel elle affirme ne voir aucune contradiction entre foi et évolutionnisme. Hé ben, à l'instar de Saint-Thomas, permettez-moi d'en douter!

La Sainte Parole Vaticane est reprise en chœur par les croyants qui affirment fièrement que les deux



théories se valent et qu'on peut très bien faire fonctionner ensemble la foi et la science. C'est aussi l'avis de plusieurs députés canadiens, selon Hélène Buzzetti du *Devoir* (12-02-09). Elle y cite le ministre des Finances Jim Flaherty, qui soutient que « la raison a sa place et la foi a sa place dans nos vies. »

Je veux bien que chaque chose ait sa place, mais pas au même endroit, s.v.p.

Mais le but des croyants est de mettre foi et science sur un même pied pour pouvoir ensuite enseigner le créationnisme à l'école. « Le Vatican dénature la sélection naturelle » selon l'anthropologue Daniel Baril (*Le Devoir*, 04-03-09), qui y voit « une magistrale récupération de l'une des théories scientifiques explicatives les plus puissantes à être élaborées »

La théorie de l'évolution (qui doit être entendue dans le sens de « ce qui n'est pas fixe » et non dans le sens de

« progrès ») est fondée sur un fait largement démontré, celui de la sélection naturelle : de petites différences dues au hasard des mutations et des combinaisons génétiques apportent à certains individus de légers avantages qui, au hasard des variations de leur environnement, feront qu'ils seront mieux adaptés et qu'ils transmettront leur avantage génétique à leurs descendants. L'accumulation de ces différences, et parfois des transformations plus radicales, conduira à de nouvelles espèces.

Cela signifie que l'évolution ne poursuit aucun but. Si elle ne poursuit aucun but, cela veut dire que l'être humain aurait pu ne pas exister; il n'est d'ailleurs apparu que 13 milliards d'années après la « création ». La vie aurait pu ne pas apparaître ou en rester aux dinosaures, aux tulipes ou aux bactéries. Une telle perspective est incompatible avec une position finaliste qui fait de l'être humain le produit d'une intention divine, à moins que Dieu ne se soit limité à mettre du hasard dans sa création. »

Manifestement, les croyants ont un problème avec le hasard de l'évolution mais est-ce un hasard si cette semaine les parlementaires canadiens ont refusé de reconnaître la théorie de l'évolution comme seule explication scientifique de l'origine de l'être humain? (*Presse Canadienne*, 03-03-09)

Quant à moi, après d'intenses recherches et questionnements sur ma foi, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il n'y a qu'un seul Dieu : le Monstre de Spaghetti Volant! Et je vous souhaite la grâce d'être un jour touché par son appendice nouillesque.

Ramen.

1 Le pastafarisme (Flying Spaghetti Monsterism ou pastafarianism en anglais, jeu de mot faisant référence aux pâtes et au mouvement rastafari) est une parodie de religion créée par Bobby Henderson en 2005, un diplômé en physique de l'Université d'État de l'Oregon, pour protester contre la décision du Comité d'Éducation de l'État du Kansas, soutenu par le président des États-Unis George W. Bush et le sénateur Bill Frist, de permettre au dessein intelligent d'être enseigné dans les cours de science au même titre que la théorie de l'évolution.

(texte d'abord publié sur le blog vanasse.branchez-vous.com)

Les exceptions qui confirment la règle

Le gouvernement conservateur annonce un plan musclé afin de lutter contre tout type de paradis artificiels, à l'exception des paradis fiscaux et de Christian Paradis.

MUSIRONIE

Féru de justice

L'alle jeunesse du Parti libéral du Québec demande l'équité intergénérationnelle. Toujours à l'écoute, Jean Charest leur a promis de tout mettre en oeuvre afin qu'ils deviennent aussi pauvres que leurs arrières grands-parents.

MUSIRONIE

DEUX BOMBES DE L'IEDM

Une étude indépendante de l'Institut économérique de Montréal démontre que la disparition des dinosaures serait largement due à l'interventionnisme gouvernemental. Elle fait suite à une autre étude qui démontrait, elle, que les végétariens étaient responsables de la déforestation.

MUSIRONIE

Preuve à l'appui

Henri-Paul Rousseau affirme ne pas être un si mauvais gestionnaire puisque dans les derniers 6 mois, son portefeuille à lui a enregistré de forts gains.

MUSIRONIE

Sage décision

Monique Jérôme-Forget songerait à prendre sa retraite avant que la Caisse de dépôt n'ait plus les moyens de la lui offrir.

MUSIRONIE

Courrier

Vaincre la tuberculose

Il nous était possible de croire jusqu'à récemment que la tuberculose faisait partie de l'histoire ancienne, de l'époque de nos grands-parents et du docteur Bethune.

Malheureusement, ce n'est plus le cas. Parce que nous nous sommes surtout préoccupés de l'éradiquer chez nous, sans trop nous soucier de l'éradiquer par la suite ailleurs dans le monde, dans les sociétés plus pauvres, elle revient aujourd'hui nous hanter.

De nouvelles souches de cette maladie résistent ainsi de nos jours aux médicaments que nous avons élaborés contre elle. Cette « nouvelle tuberculose » frappe de plus en plus de Canadiens et frappe surtout de plein fouet les communautés autochtones. Selon une étude publiée le 27 février dernier par la revue

Science, elle cause en fait 1,5 million de décès dans le monde chaque année.

Et que fait le Canada contre la recrudescence de cette maladie infectieuse? Vraiment pas assez! En deux ans, selon les plus récentes données, le gouvernement fédéral a diminué de près de moitié sa contribution à la lutte contre la tuberculose. Le saccage de l'Afrique par des entreprises qui jouissent de l'appui et du soutien du Canada, en réduisant à la misère et à la maladie de vastes populations, contribue également, dans une vaste mesure, à la propagation de cette maladie. [...]

BRUNO MARQUIS

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Louise Caroline Bergeron, Claude G. Charron, Paul Cliche, Marc-André Cyr, Martin Dufresne, René Girard, Pascal Leclerc, Eric Martin, Anne-Martie Provost, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Christian Vanasse, Michel Virard, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Rémy, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

CORRECTION Isabelle Baez

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotovcoop.org

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR Gladu distribution

Abonnement et publicité : 514.596.1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Vous voulez collaborer au Couac?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.

www.lecouac.org

PLOGUES

Librairie anarchiste L'Insoumise

L'Insoumise (située au 2033 St Laurent, à Montréal) compte actuellement sur ses rayons près de 3000 titres liés à l'histoire sociale libertaire et à diverses tendances subversives et insurrectionnelles dans le monde. Des CD, DVD, vidéos sur les nouvelles pratiques sociales ou des témoignages filmés sur des formes de résistances sont disponibles. De nombreuses revues européennes, américaines (nord et sud) et canadiennes, qui suivent quotidiennement l'actualité des luttes dans le monde, sont régulièrement reçues à la librairie. On y trouve aussi des livres et de la documentation sur les autochtones. Nous envoyons dans les régions : contactez-nous pour en connaître les conditions.

La librairie est gérée par un collectif d'organisations, de groupes et d'individus libertaires. Des bénévoles assurent le fonctionnement de la librairie (toute proposition de participation est la bienvenue).

Son mandat est de diffuser toutes thèses radicales d'inspiration anarchiste et révolutionnaire et de diffuser la pensée libertaire. Nous sommes ouverts à toute suggestion et à toute information pertinente concernant des publications ou des revues pour le moment non diffusées au Québec. Si ces publications rentrent dans le cadre de notre mandat, nous les commanderons.

Le collectif de la librairie ne diffuse aucune thèse ou idéologie nationaliste, au contraire, il encourage vivement leur critique.

UN APPEL POUR LA DÉCROISSANCE

Considérant l'ampleur de la débâcle financière et les conséquences actuelles de la crise économique : chômeurs, travailleurs précaires, sans logis, et misère sous toutes ses formes;

Considérant l'interrelation entre la croissance économique, fondée, entre autres, sur le postulat de l'accumulation illimitée des richesses, avec les autres crises tangibles : crise alimentaire, crise sociale, crise de sens et crise environnementale, dont les effets néfastes largement reconnus se manifestent dans tous les coins du globe affectant le sort de nombreuses populations;

Considérant l'aveuglement des plans de relance présentés par la plupart des gouvernements qui demeurent ancrés dans le paradigme de la folle poursuite de la croissance économique;

Considérant que l'état de décroissance temporaire dans lequel nous nous trouvons n'a rien à avoir avec le projet du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale;

Considérant que, durant cette période de crise aiguë, les idées et les propositions du projet de la « décroissance » doivent se faire valoir dans le débat public et doivent être largement diffusées;

Nous vous invitons vivement à venir participer à la mise sur pied d'un comité ad-hoc avec pour principal mandat la rédaction d'un appel mettant de l'avant les propositions du projet de décroissance.

Faites-nous part de votre intérêt dès maintenant au brochierleo@yahoo.ca si vous souhaitez vous impliquer pour un tel projet.

Détails de procédure

Monique Jérôme-Forget propose sa formule pour une commission parlementaire sur la Caisse de Dépôt. Celle-ci devra se tenir un jeudi de pleine lune, entre minuit et minuit dix-huit, les questions devront lui être adressées en latin, et elle répondra en code morse.

MUSIRONIE

POUR S'ABONNER

Un an : 30,42 \$ + taxes = **35,00 \$**

Deux ans : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**

Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**

Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98 \$ + taxes = **260,00 \$**

Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46 \$ + taxes = **50,00 \$**

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

La vraie nature des PPP

Pognés pour payer

MICHEL RIOUX

À Londres, berceau des projets réalisés en partenariat public-privé, après que plusieurs constructions dans le secteur hospitalier eurent viré au cauchemar et exigé des interventions vigoureuses de l'État pour opérer des sauvetages, le dernier projet annoncé récemment, la construction d'un hôpital consacré à la cardiologie, sera réalisé en mode conventionnel. L'acharnement thérapeutique transformé en préjugé favorable à l'égard des PPP, fondé sur une idéologie erronée, à savoir que le privé, lui y connaît ça!, semble avoir fait son temps au royaume de la fière Albion. On le comprend quand on sait que début mars, le gouvernement anglais a dû verser près de 20 milliards \$ pour soutenir les entreprises privées en train de couler, risquant d'emporter dans leur chute hôpitaux, écoles, autoroutes et autres infrastructures.

En Ontario, comme le rappelaient récemment les Médecins québécois pour le régime public, le vérificateur général a constaté que les coûts de construction du premier hôpital construit sur le mode PPP étaient de 50 millions \$ plus élevés que s'il avait été réalisé en mode conventionnel, l'État agissant comme maître d'œuvre. Dans cette même province, les droits de péage de l'autoroute 407, construite à l'époque en partenariat avec un consortium privé, qui devaient être augmentés de 2 % par année, ont au contraire fait un bond de 200 %. C'est par pure idéologie que le gouvernement Harris avait mis en avant ce PPP, dont le gouvernement actuel tente désespérément de se sortir, alors qu'il est coincé avec un contrat qui court sur 99 ans.

En Colombie-Britannique, on est revenu au mode traditionnel pour la construction d'une autoroute à péage et c'est l'État qui financera seul le projet de 2,5 milliards \$.

Parmi plusieurs autres, l'un des vices cachés des plus onéreux des PPP n'est pas pris en compte dans l'évaluation des coûts. On parle ici de coûts de conception, de négociation et d'administration. Maîtres d'œuvre de ces négociations entre une multitude de parties, les grandes firmes d'avocats d'affaires font en effet des affaires d'or dans la négociation des contrats réalisés sur ce mode. Tout doit être prévu et précisé dans les moindres détails. Et les contrats qui finissent par en résulter, de 12 à 24 pouces d'épaisseur, contiennent suffisamment de clauses floues et

d'échappatoires pour que le coût final soit absorbé par l'État plutôt que par l'entreprise.

Encore une fois, et cette fois-ci sur une base organisée et voulue, les pertes seront refilées au public et les profits, dont on peut être assurés qu'il y en aura, seront encaissés par le privé.

Après avoir payé un loyer somptuaire durant 30 ans, le Québec deviendra propriétaire du pont de l'autoroute 25. Juste au moment où le pont devra sans doute être reconstruit ou encore réparé à grands frais, comme c'est actuellement le cas pour le pont Champlain, qui n'a pas atteint les 50 ans et dont on doute fortement de la sécurité.

Pas plus tard qu'à la fin de février, l'État québécois a dû allonger 75 millions \$ pour payer immédiatement le tiers des coûts de construction de la maison de l'OSM, l'entrepreneur privé étant incapable de trouver le financement nécessaire. Et dire qu'on nous avait vendu ce PPP en soutenant que l'État y trouverait son profit en étalant sa dette sur 30 ans!

Et on s'entête à vouloir construire le CHUM sur ce mode? Vous pouvez mettre un 2 \$ là-dessus : c'est encore l'État qui va casquer, les entrepreneurs ne pouvant trouver le financement, quand ils ne se retirent pas du projet, comme vient de le faire la compagnie australienne Babcock and Brown, sur le bord de la faillite.

Ces dernières semaines, on a vu et entendu le P.D.G. de l'Agence des PPP, Pierre Lefebvre, monter aux barricades pour défendre son bébé. On le comprend de vouloir ainsi sauver une vache à lait qui le nourrit si bien. Comme le signalait le critique péquiste en matière de services gouvernementaux, Sylvain Simard, qui s'étonnait de la rémunération versée à ce monsieur : « Avec un quart de million par année en salaire, le président de l'Agence gère une boîte d'un budget de 7,2 millions \$ avec 25 personnes pour le moment. Le sous-ministre à la Santé, lui, gagne 30 % de moins pour gérer 22 milliards \$ et 272 833 employés. Cherchez l'erreur! » On se débattrait à moins...

L'Institut économique de Montréal n'est pas en reste dans la production de matériel idéologique distillé sous forme d'injection de chloroforme en vue de

soutenir la thèse des PPP porteurs de bonheur. Avec ce qu'on apprend maintenant au sujet de la part des investissements que l'État se doit de toute urgence d'assumer – PPP : Québec assumera plus de risques (Le Devoir, page 1, 10 mars) –, il faut en effet un front de feu pour affirmer sans rougir que « le PPP permet de transférer à un partenaire privé certains coûts et risques encourus par l'État-investisseur. Ainsi c'est le partenaire privé qui assume le coût de l'investissement initial; le PPP devient alors une stratégie intéressante pour moderniser les infrastructures sans pour autant alourdir la dette publique. Mais surtout, l'État évite d'assumer le risque de retard dans l'achèvement des travaux et le risque de dépassement des coûts, deux problèmes courants ».

Et dire que dans ses délires les plus oniriques, Jérôme-Forget voyait, et voit encore, en rose l'avenir en PPP. Un médecin membre du regroupement Médecins québécois pour le régime public pourrait



peut-être poser le diagnostic suivant : un aveuglement volontaire, devenu permanent, résultat d'une absorption massive et désordonnée d'un distillat proprement idéologique dont elle ne s'est pas suffisamment privée... En témoigne ce qu'elle disait le 11 novembre 2004 : « Un PPP, ce n'est pas un raccourci vers la privatisation, c'est un rempart contre la privatisation. » Contre la privatisation des pertes, oui...

BONNE RAISON

Réagissant aux critiques qui l'accusent d'avoir déclenché des élections pour camoufler les pertes à la Caisse de Dépôts et Placements, Jean Charest a déclaré qu'il s'oppose aux élections, parce que ça politise trop le débat.

MUSIRONIE

Quand une génération atteint le fond (du baril)

LA JEUNESSE TECHNOCRATIQUE EN MARCHÉ (SUITE)

ERIC MARTIN

Le 14 mars derniers, le président du PLQ-jeunesse et le président de Force Jeunesse, l'ancien militant étudiant et membre de l'UFP (!) Jonathan Plamondon, se sont opposés publiquement à ce que le gouvernement suspende ses versements au Fonds des générations (FDC) ou encore aille y puiser des sommes pour éponger un éventuel déficit résultant de la crise économique actuelle. Peu importe la crise, l'important, c'est la dette!

L'obsession des organisations jeunesse technocratiques concernant le remboursement accéléré de la dette ne date pas d'hier. Elle connaît un sursaut lors de la publication du Manifeste pour un Québec lucide, en octobre 2005, prédisant une catastrophe pour le Québec, aux prises avec une réduction de la population (et de la main-d'œuvre...), une dette publique « élevée », la concurrence asiatique et un « retard économique ». La solution? Des réformes néolibérales agressives visant entre autres à réduire les charges fiscales des corporations et la taille de l'État.

Il ne faut pas chercher bien loin pour trouver d'où vient le FDC : « Le président du Mouvement Desjardins (...) a déjà proposé que les tarifs d'électricité soient augmentés et qu'une part déterminée des profits d'Hydro-Québec soit consacrée au remboursement de la dette (...) Nous endossons cette proposition, en précisant qu'à notre avis, la hausse des tarifs d'électricité devrait être à la fois substantielle et progressive ».

Un mois plus tard, une série de groupes de jeunes alignés sur le discours patronal emboîtent le pas et réclament à hauts cris dans les médias que l'on rembourse la dette au nom de la « justice intergénérationnelle ». Ils seront exaucés lors du budget 2008-09, qui institue le « Fonds des générations », financé à même des redevances d'Hydro, des « revenus de placement » et... des ventes d'actifs du gouvernement. Bref, avec la complicité active de la jeunesse technocratique, le gouvernement a mis en place la mesure proposée par les Lucides et le Mouvement Desjardins, pressant Hydro comme un citron (avant de monter les tarifs du pauvre monde)... le tout essentiellement pour rassurer Moody's, puisque son effet réel sur la dette est quasi-insignifiant.

En effet, comme l'a montré Louis Gill¹, le Fonds privé dans l'immédiat le gouvernement de sommes qui pourraient être investies dans les services publics sans véritablement accélérer le remboursement de la dette, qui diminue déjà par rapport au PIB. Pire encore, alors que la marge de manoeuvre du gouvernement, déjà mince après les baisses d'impôts concédées aux riches, a fondu à vue d'œil, celui-ci s'avère sans fonds pour engager des mesures de relance économique.

Les « jeunes » s'assurent d'ailleurs qu'il n'ait pas les moyens de le faire, sacrifiant le présent sur l'autel du futur, doux mélange de *rebels without a cause*, d'une idéologie lucide-patronale prête à porter. En 1977, le réalisateur Chris Marker produisait un documentaire sur la gauche communiste intitulé *Le fond de l'air est rouge*. Au Québec, en 2009, on sent que dans les organisations jeunesse, le fond(s) est de plus en plus manifestement... d'un autre rouge...

1 GILL, Louis, Rembourser la dette publique : la pire des hypothèses : http://classiques.uqac.ca/contemporains/gill_louis/rembourser_dette_publique/rembourser_dette_pub.html

La poubelle du Devoir

texte que la vénérable institution de la rue Bleury n'a pas daigné publier...



Consultations pré-budgétaires sur le web

Un recul pour la participation

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Doctorant en science politique à l'université York et consultant en communication

ANNE-MARIE PROVOST

Étudiante en science politique à l'UQAM et stratège web

Le 13 février dernier, le ministère des Finances a annoncé le début des consultations pré-budgétaires sur Internet en invitant les citoyen-ne-s à remplir un questionnaire sur le web. Certains ont présenté cette consultation comme un pas en avant, alors que, pourtant, les limites de l'exercice sont telles qu'elles font la démonstration de l'échec du « consultationnisme ».

Une série de questions dirigées

Pour participer, il faut se rendre sur le site web du ministère, qui soumet un questionnaire contenant une série de six questions. La dernière porte uniquement sur l'âge et le sexe du répondant, alors que la cinquième est facultative : on y demande votre avis sur « les autres actions qui pourraient être entreprises par le gouvernement afin de bâtir le Québec de demain? »... en 250 mots.

Le centre de la consultation tient donc en quatre questions. On vous demande d'abord, à des fins statistiques, si vous avez été touchés par la crise et comment. La deuxième question vise à savoir comment le gouvernement pourrait combattre la crise. Le choix de réponse permet de sélectionner un des trois thèmes mis de l'avant par le ministère lors de l'énoncé économique de janvier, ou d'offrir une réponse « Autre » et d'expliquer en 150 mots comment réaliser votre proposition. Outre le choix de réponse dirigé, cette question est celle qui laisse le plus de place aux citoyen-ne-s.

Les deux questions suivantes montrent le vrai visage de cet exercice prétendument démocratique. La troisième vous demande de choisir vos trois priorités pour « atténuer les impacts de la crise économique sur les finances publiques » parmi les choix suivants : couper dans les programmes sociaux, augmenter les tarifs ou suspendre les versements au fonds des générations. Aucune possibilité de proposer autre chose. Si, par exemple, vous pensez qu'on ne doit en aucun cas couper dans les programmes sociaux, vous devez arrêter d'être « consulté » à ce moment-là car le ministère ne veut même pas vous entendre.

La quatrième question est tout simplement un concours de popularité entre les dernières mesures adoptées par le gouvernement du Québec. On vous demande de choisir entre des grands projets du gouvernement que le parti libéral mettait déjà de l'avant lors des élections de l'automne dernier (Plan Nord, entente France-Québec, accord sur la mobilité, etc.). L'équivalent d'un vote par applaudissement, en somme.

Culture participative?

La simple lecture des questions montre que le ministère est prêt à consulter dans la mesure où on lui donne les réponses qu'il veut entendre. Que fera-t-il ensuite de ces réponses? Aucune obligation ne le lie à ce qu'il reçoit de la population, dont il pourra se servir pour justifier ses décisions à volonté, mettant à l'écart les critiques ou les désaccords.

Tout cela se transforme, au final, en une entreprise de relations publiques dans laquelle le gouvernement du Québec tente de paraître « à la page » et « à l'écoute » du Québec. Rappels que quand la population descend dans la rue pour conserver une montagne, obtenir de meilleures conditions de travail ou s'opposer à une centrale au gaz, ce même gouvernement fait la sourde oreille ou répond à coups de décrets.

Cette attitude est symptomatique d'une certaine vision de la démocratie. Ici, on consent momentanément à « tendre l'oreille » vers la population. Celle-ci n'a aucun pouvoir décisionnel et se lassera vite de participer à des exercices sans conséquences. On lui reprochera ensuite volontiers son apathie et son cynisme, qu'on aura pourtant largement créé à force d'espoirs déçus et de « consultations » qui ne changent rien.

Les exemples de participation à la prise de décision politique sont pourtant nombreux. On pense aux budgets participatifs (dont on est bien loin ici), mais aussi à des expériences démocratiques locales très intéressantes qui ont lieu actuellement en Amérique latine. Ces expériences redonnent à la population du contrôle sur sa vie et lui permettent de participer à la prise de décision en tant que telle, et non seulement d'émettre, ici et là, son opinion.

Non content d'avoir transformé la politique électorale en cirque où les engagements n'ont plus de portée ni d'intérêt, voilà que notre *establishment* politique, voulant singer le succès d'Obama, transforme la démocratie participative en une consultation bidon sur le web. Ceux qui applaudissent devant cette « avancée » pour la politique 2.0 ne voient pas en quoi un tel faux pas est en fait un recul de plus. Cette consultation non effective vient légitimer une stratégie déjà écrite dont l'échec inévitable sera expliqué par les « lois naturelles » du marché, à propos desquelles aucune consultation n'est d'ailleurs prévue.

La déclaration de Harper : un non-événement

« Mon propre jugement, très franchement, c'est que nous ne battons jamais cette insurrection »

STEPHEN HARPER

PIERRE VADEBONCOEUR

Le 2 mars, sur les ondes de CNN, Harper a fait cette étonnante déclaration. Elle a été publiée dans les journaux le 3. J'écris ce qui suit le 4.

Il faut faire des hypothèses à propos de ce singulier discours. Je ne crois pas qu'il aura vraiment une suite. C'est un non-événement, je pense.

Déjà, le 3, tout le monde s'affaire à atténuer la nouvelle, sauf le NPD qui, par la voix de M. Mulcair, prenant la phrase du premier ministre à la lettre, se réjouit de voir qu'elle rejoint la doctrine anti-militariste de ce parti touchant l'Afghanistan. Le NPD est vraiment très optimiste.

Les autres n'auront pas été lents à tenter de délayer le message du chef

conservateur, surtout les conservateurs eux-mêmes! L'entourage du premier ministre, écrit Alec Castonguay dans *Le Devoir*, soutient que les phrases prononcées par Harper ont peut-être été plus directes que d'habitude, mais que, sur le fond, le gouvernement répète le même message depuis douze mois : les soldats canadiens sont là-bas pour entraîner les forces afghanes à assurer la sécurité de leur propre pays, thèse commode quand on est très engagé militairement tout en prétendant ne pas l'être.

Quant aux libéraux, Bob Rae déclare que la solution en Afghanistan ne sera pas uniquement militaire. « Dans ce sens-là, dit M. Rae, le premier ministre n'a rien dit de nouveau ». Le Parti libéral n'entend pas se voir représenter par les conservateurs comme le plus favorable à la participation à un

conflit dont les citoyens canadiens majoritairement ne veulent pas.

Alors, si je comprends bien, on est de part et d'autre dans le domaine de la comédie. Harper a fait une déclaration propre à lui concilier une partie de l'opinion publique mais sans avoir la moindre intention de changer sa politique afghane, tandis que les libéraux chantent à peu près la même chanson que les conservateurs.

Bref, en réalité le flou continue de part et d'autre. La guerre se poursuivra, en somme. D'autant que les Américains veulent s'en mêler désormais davantage, avec 30.000 hommes de plus.

Ce n'est pas la première fois que Stephen Harper fait semblant. C'est son style, c'est sa nature, lui et son air innocent. Il faut toujours le décoder. Car cet air-là...

CHEAP SHOT!



Le conseil national de QS

Une couverture journalistique mal fichue

PAUL CLICHE,

Ex-courriériste parlementaire du Devoir et membre de Québec solidaire

Avant couvert le conseil national de Québec solidaire, qui s'est déroulé à Québec du 27 février au 1^{er} mars, les courriéristes parlementaires du *Devoir* et de *The Gazette* ont fait passer au second plan les discussions et les décisions prises par les délégués pour mettre plutôt en vedette, dans leurs articles publiés le 2 mars, le fait que le député Amir Khadir s'est absenté durant ces assises. Ce dernier, d'origine iranienne comme on le sait, a en effet participé à une activité de l'Association des étudiants iraniens de l'Université de Toronto, samedi le 28, après s'être adressé aux militants de son parti et avoir fraternisé personnellement avec eux lors de la séance d'ouverture du conseil vendredi soir le 27.

« Khadir rate le conseil national » déplorait même *Le Devoir* dans une manchette de page 1. Le journaliste Antoine Robitaille a consacré plus de 60 % de son article à ce fait divers laissant entendre que le député de Mercier ne s'intéressait pas aux débats et snobait les militants. L'article de *The Gazette* était de la même eau.

Ce festival de la désinformation s'est poursuivi dans *La Presse*, mardi le 3, alors que la chroniqueuse Lysiane Gagnon a continué à s'en prendre au député de Mercier pour cette absence. Cette dernière en a même profité pour reprocher à M. Khadir d'avoir donné rendez-vous à une journaliste dès 8h15 le lendemain matin de la journée du scrutin plutôt qu'à une heure plus décente. Mme Gagnon ignore-t-elle que le nouveau député devait alors se rendre rapidement travailler à l'hôpital Legardeur dont il avait dû s'absenter pendant la campagne électorale? Mais toujours aussi ineffable cette dernière a commenté méchamment : « Le besoin d'être dans le spotlight doit être vraiment très fort chez cet homme-là! ».

Une autre tactique est de plus en plus fréquemment employée par certains journalistes : tenter d'opposer les deux porte-parole du parti, Françoise David qui n'a pu se faire élire dans Gouin et Khadir qui l'a été dans Mercier. Voici un autre extrait de la chronique de Mme Gagnon qui l'illustre bien : « On comprend qu'il (Khadir) ait trouvé plus intéressant d'être en vedette à Toronto (plutôt) que de se contenter d'écouter sagement les interventions des militants de son parti pendant deux longues journées en étant flanqué, par-dessus le marché, d'une coprésidente à laquelle il aurait tout de même dû céder le crachoir de temps à autre ».

Ce ton journalistique, cynique et persifleur, est à la mode depuis plusieurs années sur la colline parlementaire québécoise. Il contribue beaucoup à maintenir la morosité ambiante dans les cercles politiques qui déteint maintenant sur l'ensemble de la population. Au lieu de rapporter correctement et de commenter de façon pertinente le contenu des politiques mises de l'avant par les différents partis, on s'arrête souvent à des aspects superficiels de l'actualité en s'efforçant d'écorcher la personnalité des politiciens qui les préconisent et en ne se privant surtout pas de leur faire des procès d'intention si les circonstances le permettent.

Un nouveau parti de gauche idéaliste comme l'est Québec solidaire, dont le programme se démarque des partis traditionnels, constitue certes une cible de choix pour ceux et celles qui pratiquent ce genre de journalisme qui se veut 'cool', mais qui traduit souvent leur incompétence professionnelle, leur paresse intellectuelle ou leurs préjugés.

Juste retour des choses

La rigueur de la récession sur le marché du travail incite le Mexique à construire une immense clôture afin d'empêcher les chômeurs américains d'envahir leur pays. MUSIRONIE

CRISE ÉCONOMIQUE

MUSIRONIE

Mesures cosmétiques

Crise économique : le numéro un mondial des cosmétiques, la compagnie l'Oréal, doit procéder à un gel d'embauche ; heureusement, il s'agit d'un gel moussant qui donne une saine apparence de santé financière.

Aux grands maux, les grands moyens

Pour stimuler l'économie, les États-Démunis décrètent un Noël d'urgence le 25 avril prochain.

Éthologie

Signe de la crise économique : ce sont maintenant les pigeons qui nourrissent les courtiers dans les parcs autour de Wall Street.

Belles prises

La chasse à la morosité économique est maintenant ouverte. Plusieurs chasseurs ornent leur voiture de dépouilles d'économistes.

Recherche économique

Une battue a été organisée à Wall Street afin de retrouver les points perdus par le Dow Jones.

DOMMAGES COLLATÉRAUX

Cette année au Québec, 1500 salons de coiffure pourraient être acculés à la faillite. Le président de l'association professionnelle des coiffeurs, Léopold Bissonnette explique ces pronostics pessimistes par le fait que les gens s'arrachent eux-mêmes les cheveux en période de récession.

Seconde bataille des Plaines

Bravo Juneau!

CLAUDE G. CHARRON

Tous ceux qui trouvent que la politique est devenue d'un ennui abyssal doivent dire maintenant bravo à un certain Juneau. Cet obscur président de la « Commission des champs de bataille nationaux » vient de mettre le feu à un véritable baril de poudre avec sa commémoration du 250^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham qu'il avait concoctée presque en catimini. Ce qui a eu pour une dixième fois comme effet de nous démontrer que le combat pour l'indépendance du Québec est loin d'être chose du passé.

Qui donc est cet André Juneau? Dans *Le Devoir* du 3 février, Antoine Robitaille nous le dépeint comme un ardent promoteur de visibilité *canadian*. En 1999, l'ex-maire de Cap-Rouge devenu fonctionnaire, se faisait rembourser par son employeur, la CCBN, plusieurs contributions politiques. Ce qui le classa au nombre des meilleurs distributeurs de chèques de la machine des commandites à Chrétien.

Autre témoignage de sa loyauté *canadian* : en 2004, le maire de Québec, Jean-Paul Allier et John Porter, président du Musée national des Beaux Arts de Québec, auraient souhaité que l'avenue menant au MNBAQ soit rebaptisée « Allée de France » et qu'elle soit bordée de sculptures de bronze de Rodin, Claudel et Bourdelle. Réponse de Juneau : « Vous voulez provoquer le Fédéral? » Notre homme a eu gain de cause : l'allée menant à la colonne du victorieux général a conservé son nom de « rue Wolfe Street ».

En tant que commissaire fédéral au comité organisateur du 400^e, monsieur Visibilité a certainement tout fait pour que les activités ne soient que festives et qu'il n'y ait aucune référence historique. À part celle de transformer l'actuelle gouverneure générale en digne descendante de Champlain. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que déjà en 2007, le projet de commémoration de la bataille des Plaines était en chantier. Lors d'une conférence de presse, Juneau présenta les deux comédiens devant personifier Wolfe et Montcalm. La CCBN allait être « l'instigatrice et l'organisatrice » de la reconstitution militaire, « une activité spectaculaire

et gratuite », pouvait-on lire dans le communiqué remis aux journalistes. Est-ce que ceux-ci ont eu vent de l'affiche montrant les deux généraux se donnant la main? Robitaille n'en dit mot, mais nous annonce qu'elle n'apparaît plus sur le site de la CCBN.

Au soir même de la parution du peu flatteur portrait de Juneau, la boîte courriel du *Devoir* s'est remplie de réactions de lecteurs. La plus tonitruante vint de Sylvain Guilbault : « Si cet événement a lieu, je vais prendre une semaine de vacances cet été et montrer à la face du monde et des touristes qu'il y a encore des gens qui se tiennent debout ici. Qu'une défaite vieille de 250 ans peut se métamorphoser en victoire. Que les impérialistes en tentant de la célébrer n'ont qu'à bien se tenir. » Parmi la quarantaine de réactions, seule celle d'un Fernand Trudel se démarque parce que s'en prenant à Falardeau plutôt qu'à Juneau. Message prémonitoire que celui de Sylvain Racine : « On a peut-être perdu la bataille sur les Plaines, mais la bataille des relations publiques, ce sont les vrais Québécois qui vont la gagner, pas les gros colonisés comme Juneau et la bande à Pratte. »

Prémonitoire en effet, et pour en saisir l'ampleur, il aurait suffi au commun des mortels en ce 18 février, grave lendemain de cuité pour l'Autre Canada, de balayer les titres de leurs journaux suite à l'annulation des commémorations. Le *Globe & Mail* : « Separatists win Plains of Abraham battle » ; le *National Post* : « Separatist army claims victory » ; *The Gazette* : « An ignominious defeat on the Plains of Abraham ». Cerise sur le gâteau, le collabo en chef de *La Presse* qui s'est permis de s'accrocher à ce train défaitiste : « Capitulation sur les Plaines ».

Grand contraste avec le directeur du *Devoir* avec son « Un sage retrait ». Jour de deuil donc pour un André Pratte qui, dans son caustique texte, s'en prend à « la couardise des fédéralistes (qui) laissera, encore une fois, le champ libre à l'interprétation dominante de notre histoire. Cette vision selon laquelle le paradis de la Nouvelle-France fut transformé en enfer par la Conquête, enfer dont nous ne serons libérés que le jour de l'indépendance. »

Et pour étayer sa thèse jovialiste de la Conquête, notre donneur de leçons place tout au côté de son texte morali-

sant, celui intitulé « Détournement de l'histoire » et pondu par un prof d'histoire de cégep qui n'a que bile versée pour la « bible souverainiste », dans laquelle il n'est pas écrit que « la conquête n'a pas eu que des effets négatifs sur les Canadiens. » Donc, malgré les dix mille morts causés par le siège de Québec, malgré la pendaison des Patriotes, malgré le « *Good, French-canadianism is entirely extinguished* » de George Brown au matin du 1^{er} juillet 1867, malgré l'affront de Trudeau en 82, réjouissez-vous mes frères et sœurs, la « Conquête » ne nous a apporté que du bon. Soyez donc cocus contents!

Or, au matin du 24 février, Pratte a dû avaler son café de travers après avoir lu *Tell Quebec where to get off* dans le *National Post*. L'éditorialiste anonyme insiste pour que le Fédéral applique la méthode du *tough love* contre un Québec incapable de se libérer de la maudite « pensée dominante » imposée par le « groupuscule séparatiste ». Pauvre Pratte! Il a bien fallu qu'il reprenne encore le bâton de pèlerin pour aller expliquer aux Asper que « l'approche conciliante qui, selon le quotidien, n'a pas donné de résultats a quand même réussi à garder le Québec au sein de la famille canadienne malgré les efforts déterminés d'un puissant mouvement séparatiste. » (La Presse du 4 mars)

Le 26 février, le *Maclean's* fulmine à son tour : « *This week's cancellation of the re-enactment of the Battle of the Plains of Abraham at Quebec City is another lamentable moment in the troubling politicization of Canadian history.* » Et, à l'instar de ce qui est advenu au *Devoir* suite à l'article de Robitaille, la boîte courriel du *Maclean's* s'est vite remplie de réactions de lecteurs indignés. Avec une rigueur, on le suppose bien, non contre Juneau, mais contre ces damnés séparatistes qui viennent de gagner cette seconde bataille des Plaines.

Les derniers sondages démontrent qu'une forte majorité de *Canadians* souhaite qu'Harper renverse la décision de la CCBN, tandis qu'une forte majorité de Québécois est d'accord avec l'annulation. Au nom du Québec, Bravo, monsieur Juneau! Quant à Pratte, eh bien, qu'il continue à s'user les fesses contre la « pensée dominante ». Gros maso, va!

Comment ne pas se faire passer un autre sapin

LOUISE CAROLINE BERGERON

La Côte-Nord est une région qui représente un cinquième de la superficie du Québec. Difficile d'imaginer l'immensité de ce territoire sur lequel vivaient de manière durable les Cris, Naskapis, Inuits et Innus pendant des siècles.

L'intérêt soudain du gouvernement Charest pour le Nord, alors que jusqu'à présent notre « cour arrière » commune ne semblait bonne qu'à vendre à rabais aux multinationales minières ou à dissimuler les multimillionnaires venus chasser et pêcher dans les pourvoirs 5 étoiles, a de quoi éveiller la méfiance. On soudoie les élus locaux ou les conseils de bande, on opère dans le secret pour faire accepter des projets par l'influence des promoteurs avarés qui voient des planches de bois plutôt que des arbres, des turbines dans les chutes plutôt que des cathédrales d'eau.

Mais la résistance s'organise. On ne nous passera pas le sapin du Plan Nord en misant sur la démagogie ou le chantage de l'emploi. En janvier dernier, la population de Sept-Îles, forte d'un appui inusité de la part de ses élus, habituellement fixés sur la nécessité de la création d'emploi à tout prix, et grâce à la solidarité des Innus de Uashat Mak Mani-Utenam, a pris une position claire : moratoire sur la prospection de l'uranium sur son territoire. La nappes phréatique ne se monnaie pas, surtout pas au prix de la santé des humains comme de leurs environnements. Malgré les ratés du ministère des Ressources naturelles et de la Faune ou du BAPE, qui découpent les projets de sorte que les morceaux semblent accep-



tables en négligeant l'importance de la vue d'ensemble, malgré les pressions des promoteurs, malgré les manœuvres secrètes et l'éloignement, le Plan Nord ne se réalisera pas dans l'indifférence ni au détriment des alternatives locales ou de la dignité des habitants. Les manifestations à Sept-Îles contre l'exploration et le forage de l'uranium ne sont que l'éveil d'une mobilisation qui grandira autour de ces projets destructeurs d'écosystèmes, qui ne profitent qu'ailleurs.

On a la couenne dure, quand on grandit sur la Terre de Caïn. On est rodé à l'autonomie quand on a l'habitude de l'indifférence des grands centres, politique à Québec, économique et médiatique à Montréal, et de leurs manières centralisatrices, élitistes, colonialistes. On en apprend des bonnes sur l'exploitation et la dépossession quand on jase autour d'un feu de plage avec des ami.e.s Innus. À la longue, on imagine autre chose, d'autres façons de combler les nécessités de la vie, des façons autonomes de vivre ensemble et d'échanger, et une posture critique face au mode de vie générateur de smog de ceux qui n'ont que des signes de piastres étasuniennes dans les yeux.

Photos : Jean-François Albert



Quand Outremont met en tutelle ses « bonnes »...

MARTIN DUFRESNE

En décembre 2008, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse statuait – à l'instigation des groupes l'Association des aides familiales du Québec, le Centre des travailleurs immigrants, PINAY, et l'Union des travailleuses et travailleurs accidentés de Montréal – que le gouvernement exerçait une « discrimination fondée sur le sexe, sur la condition sociale et sur la race » en excluant les domestiques de la définition de travailleur dans sa *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.¹

Voilà pourquoi les travailleuses domestiques, très majoritairement des femmes, ne sont pas couvertes automatiquement par ce régime d'indemnisation et sont « barrées » à la CSST quand elles sont victimes d'un accident ou d'une maladie du travail.

Bien commode pour nos bourgeois qui leur confient le nettoyage de leurs châteaux ultramontains avec des produits toxiques, lesquels créent un surcroît de cancers chez les travailleuses philippines ou sud-américaines enfermées pour des années dans ce ghetto d'emploi par le sinistre Programme fédéral des aides familiales résidentes (PAFR – notez le masculin!), célèbre pour les chantages qu'il favorise.

Et ça empire!

Ce qu'on ne sait pas encore c'est que l'État s'occupe présentement à réformer ses dispositions d'immigration pour étendre le statut de *migrant-e* à l'ensemble des nouveaux arrivant-es. Toutes et tous n'auront maintenant qu'un statut temporaire, révoquant à tout moment au gré de nos dirigeants.

Un rapport publié à ce sujet par l'organisation Personne n'est illégal² cite des statistiques du PAFR qui révèlent que, malgré la proportion croissante d'aides familiales résidentes migrantes accueillies de 2003 à 2007, la probabilité que ces travailleuses atteignent un statut de résidente permanente a en fait baissé systématiquement durant ces années, passant de 50 % à 28 %. Fini le temps où on pouvait espérer être reconnu-e citoyen-ne canadien-ne après 5 ou 10 ans de bons et loyaux services, sans le bénéfice de la protection de nos lois.

J'imagine qu'il y a des Autochtones qui vont regretter de ne pas avoir inscrit une telle clause dans les traités signés avec les premiers étrangers débarqués sur leur sol!

1 http://www.cdpdj.qc.ca/fr/communiques/docs-2008/COMM_aides_domestiques.pdf

2 <http://www.ccs1.carleton.ca/~dana/TempPerMLCPFINAL.pdf>



Photo : blog.jinbo.net/files1/33/CINA/images/200802/271107576.jpg

Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte

Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte, les deux policiers responsables de la mort de Freddy Villanueva ont déposé une requête à la Cour. En effet, Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte ne veulent plus être nommés dans les médias. Le juge entendra la requête de Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte le 8 avril prochain. C'est alors qu'on saura si on a le droit ou non de dire Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilotte.

MUSIRONIE

Dégraissage municipal

Pour faire face à des compressions de près de 100 millions de dollars dans son budget, la ville de Montréal songe à fermer Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord.

MUSIRONIE

Levée de fonds

Affaire Jean-Pierre Lizotte : dix ans après le drame, les deux policiers ayant brutalisé l'itinérant exhibitionniste écope d'une sanction de 25 jours sans salaire. Ému par ce mauvais traitement, plusieurs personnes ont organisé un masturbothon afin de prêter main-forte aux deux pauvres policiers.

MUSIRONIE

COUPES NÉCESSAIRES

Ehoud Olmert affirme qu'il n'y aura jamais de paix en Israël tant que Jérusalem ne sera pas partagée en deux. Benjamin Netanyahu a renchéri, affirmant qu'il n'y aura pas de paix avant que chaque Palestinien ne soit aussi coupé en deux.

MUSIRONIE

Le 6 mars dernier, une manifestation a eu lieu devant le Palais de justice de Montréal pour demander au gouvernement libéral l'adoption d'une loi contre les poursuites-bâillons avant juin 2009. On se souviendra que les Éditions Écosociété et les auteurs de *Noir Canada*, déjà aux prises au Québec avec une poursuite de 6 millions \$ de la société aurifère Barrick Gold, avaient reçu en juin dernier une seconde poursuite de 5 millions \$ de la société aurifère Banro, mais cette fois en Ontario. En raison de leurs moyens financiers limités, les Éditions Écosociété avaient déposé une requête devant la cour ontarienne visant à rapatrier la poursuite de Banro au Québec, mais cette requête a été rejetée par la Cour supérieure de Justice de l'Ontario le 23 février dernier. Après mûre réflexion, les Éditions Écosociété et les auteurs de *Noir Canada* ont décidé de contester cette décision.

Si elles avaient décidé de se soumettre à ce jugement et d'affronter le procès, les Éditions Écosociété

aurait dû payer 13 000 \$ de frais judiciaires (ce qui exclut les frais d'avocats), un montant qui est subitement passé à 25 000 \$, suite à la demande des avocats de Banro. Outre le fait qu'une poursuite en Ontario serait logiquement et financièrement impossible à supporter, le jugement rendu n'a pas non plus tenu compte de la liberté d'expression.

Écosociété et les auteurs de *Noir Canada* sont inquiets des conséquences ou des effets pervers d'un tel jugement sur :

- Le forum shopping, c'est-à-dire un « tourisme du libelle » selon lequel les plaignants intentent des actions dans les juridictions les plus susceptibles de se prononcer en leur faveur.



- La possibilité pour les puissants d'ouvrir autant de fronts qu'ils le souhaitent dans autant de juridictions qu'ils le souhaitent.

Écosociété et les auteurs de *Noir Canada* espèrent que la Cour d'appel de l'Ontario entendra ces arguments, et qu'elle favorisera la liberté d'expression et l'accès à la justice. Il en va, en ce qui les concerne, de la survie de la maison d'édition. Info et soutien : slapp.ecosociete.org

Ne demandaient qu'à vivre pourtant

MICHEL RIOUX

Dans les entrailles des mines la froidure des chantiers
Morts trop tôt inutiles ces morts
Dans l'enfer des usines de fer et de suie

Factories mal éclairées malodorantes
Chaînes de montage gestes qui blessent
Hommes et femmes corps meurtris
Production cadences production cadences
Broyeuses de membres dévoreuses de rêves

Blessure au corps et plaie de l'âme

Là où on soigne frappe la maladie
Où on enseigne le stress souffle la flamme
Dos brisés poussière silice poumons bouchés
Le cœur manque on manque de cœur à l'ouvrage
Comme ils disent

Tombés hier au travail
Leur mémoire vivante encore
Appelle à combattre

Le vrai visage de l'impérialisme Canadien

YVON D. RANGER

En septembre 2006, Irwin Cotler, ancien ministre libéral de la Justice du Canada, a donné une conférence à Herzliya, en Israël. Durant sa présentation, Cotler a fait profiter les militaires et spécialistes de la sécurité venus l'écouter de toute sa science. Il leur a par exemple expliqué que lorsqu'ils déclenchent une guerre comme au Liban en 2006 et que les médias rapportent la souffrance des victimes, il faut prévoir un plan pour les contrer. Sous peine de devoir décréter un cessez-le-feu de 48 heures pour apaiser les esprits comme l'armée israélienne avait dû le faire en 2006. Une erreur impardonnable, s'il faut en croire le digne émissaire canadien.

Celui qui est aujourd'hui conseiller

spécial chargé des droits de la personne et de la justice internationale pour le parti Libéral du Canada recommandait donc chaudement aux dirigeants israéliens de prévoir dorénavant à l'avance un plan de relations publiques pour contrecarrer les révélations des groupes de droits humains, surtout les plus reconnus comme Human Right Watch. Voilà, c'est à ce prix que nous aurons la paix. Puisque la guerre, c'est la paix, aurait pu ajouter Orwell...

Si jamais vous voulez commettre un crime de guerre et savoir quoi faire pour vous en tirer, alors il faut absolument voir cet extrait de six minutes au video.google.ca/videoplay?docid=-19613167660119798

Et c'est ce type que Michael Ignatieff vient de confirmer dans ses fonctions. Décidément, le pays de la feuille d'étable a un bel avenir devant lui.

Petit cachetier

En Inde, on remet en question l'intégrité de Gandhi, puisque malgré le vœu de pauvreté du pacifiste, on vient d'apprendre, lors d'une vente aux enchères de ses objets personnels, qu'il portait des sandales valant 2 millions de dollars.

MUSIRONIE

Continuité

En Irak, les forces locales seraient prêtes à prendre le relais, et à s'auto-torturer dans la prison d'Abu Ghraïb.

MUSIRONIE

Plaines d'Abraham, l'histoire sans fin

PASCAL LECLERC

Ce qu'on peut désormais appeler « l'affaire des plaines d'Abraham » a fait couler beaucoup d'encre et soulevé encore les passions. Peut-être le débat arrive-t-il enfin à des questions plus fondamentales sur la nature et les enjeux du discours historique, ainsi que sur la représentation publique de l'histoire. Les critiques et les interrogations les plus intéressantes sont celles qui touchent à la pertinence des reconstitutions en général. Est-ce de bon goût? Est-ce une représentation valable? Quelle peut être sa teneur éducative? À quelles conditions cela peut-il être pertinent? Laissons ces questions ouvertes, en rappelant qu'il existe des reconstitutions d'événements non militaires. Et aussi, que l'intérêt pour l'histoire militaire ne fait pas le militariste... Sinon, tous les historiens qui ont écrit sur l'histoire de l'esclavage seraient aussi des esclavagistes! Mais l'actualité n'en est pas à un amalgame près.

Il reste aussi cette question : est-ce que représenter une chose signifie qu'on l'approuve? Cette question est très ancienne et peut nous rappeler les questionnements d'Aristote sur la tragédie (où l'on prend plaisir à voir jouer des choses que nous ne saurions souffrir dans la vraie vie). Quand Shakespeare a écrit et monté *Le roi Lear*, était-il en faveur de l'ingratitude, de la trahison et de l'arrachage des yeux? Flaubert faisait-il la promotion de l'adultère en écrivant *Madame Bovary*? Une reconstitution de la bataille des plaines d'Abraham est-elle par nature une célébration du vainqueur ou de la guerre? Si oui, en quoi? A-t-on le droit de faire un film sur Polytechnique?

dérations du type « chambre de commerce » sur les questions de commémoration. Cela participe de la marchandisation de toutes choses, lot de notre temps. Cette marchandisation qui est aussi présente dans les t-shirts à l'effigie de Che Guevara et dans les mascottes commanditées qu'on nous annonce pour la Saint-Jean à Montréal (notamment une grosse commandite par une compagnie d'eau en bouteille!), etc.

D'autre part, il semble assez clair que si le même événement avait été promu autrement, ou organisé sous les auspices d'organisations nationalistes (cela ayant été discuté par certains membres du PQ au dernier caucus, mais sans démarche officielle), il n'aurait pas été critiqué de la même manière. Ce qui n'aurait fait que politiser la chose dans un autre sens. On se rappellera le porte-parole d'Impératif français qui a esquivé maladroitement la question quand on lui a demandé si le même événement organisé par le Québec serait recevable. Il faudrait savoir : est-ce l'événement en lui-même qui fait problème ou le promoteur? Peu de gens on signalé le glissement dans l'argumentaire des opposants, qui a connu au moins trois grandes phases, avec des points de vues souvent mutuellement exclusifs.

Cela étant, on peut très bien être contre la reconstitution de la bataille de 1759 (pour une foule de raisons dont on peut discuter de manière civilisée), mais il faut aussi pouvoir fournir d'autres « arguments » que des procès d'intentions. Ce qui ne semble pas à la portée de tout le monde.

1759 ou 1763?

Ensuite, il y a la signification et l'importance de l'événement historique en question, soit la bataille du 13

peut faire rêver (mais de quoi au juste?) et l'autre pas vraiment. C'est que la première question relève du fantasme (histoire-fiction) et l'autre de l'analyse.

On cherche alors la consolation dans l'idée que les Canadiens formaient déjà une nation avant la Conquête (par rapport aux Français métropolitains). Cette idée semble aussi bien grossière. Premièrement, il y a fréquemment une transposition sur des acteurs passés d'idées qui leurs sont postérieures, dans ce cas-ci le concept moderne de nationalité. Expliquons, mais d'abord pas un exemple a contrario. Simplification : quand Karl Marx revisite l'histoire du monde avec pour grille d'analyse le contrôle des moyens de production, il cherche à montrer comment cela s'exprime à différentes époques. Par contre, il ne va pas prêter aux générations qui le précèdent l'usage d'un concept tel que « contrôle des moyens de production ». Il a sa grille, mais il n'est pas naïf, Marx. Le danger en histoire est de faire porter à nos prédécesseurs des idées et des identités qui sont les nôtres et non pas encore les leurs.¹

L'anachronisme de la nation

Le concept de nationalité, bien qu'il ait des racines assez anciennes, va prendre son envol dans la foulée de la Révolution française et va continuer à se définir dans le 19^e siècle (en fait, il est toujours en cours de redéfinition). La question des « nationalités » et du « droit à l'auto-détermination des peuples » elle se pose vraiment autour de 1848, année pas mal plus intéressante que 1759 dans l'histoire de l'Occident et du Québec. Le concept d'État-nation au sens où nous l'entendons n'a pas cours sous l'Ancien Régime, où les « nations » trans-étatiques sont nombreuses et les royaumes « pluri-nationaux » ne le sont pas moins. Combien de langues parlées en France à l'époque? Le Breton n'est pas alors vraiment Français, le sera-t-il vraiment un jour? Le Gallois est-il soluble dans la soupe de poireaux?

Ensuite, il y a que les Canadiens d'avant la Conquête n'ont jamais explicitement revendiqué cette identité Canadienne, en tout cas certainement pas sur le plan politique. Dans ce domaine (politique), elle leur a toujours été accolée par des métropolitains!

Cela nous mène enfin aux notions de « nations » telles qu'elles sont maniées dans les discours actuels. Quitte à remâcher du connu, il faut rappeler la polysémie du terme. « Nation » sous la plume de Bismarck, Marx, J.-J. Rousseau, Pierre Trudeau, René Lévesque, Lionel Groulx, Charles de Gaulle, etc., cela n'a sans doute pas toujours la même signification. Il est essentiel de se demander quelle est la notion de nation qui est véhiculée par les opposants les plus médiatisés à la commémoration de 1759. Qui peut à juste titre s'identifier aux Canadiens de 1759? Ce n'est pas si simple. Si on répond les « Québécois » plutôt que les « Canadiens français », cela a des implications importantes. Une bonne part des Québécois descendent des conquérants, ou de tous les autres immigrants arrivés après la cession du Canada à la Grande-Bretagne (tout en ayant souvent aussi des ancêtres chez les anciens Canadiens). Ces gens peuvent-ils s'identifier de façon simple aux Canadiens du Régime français? Est-il besoin d'expliquer que les Québécois n'existaient pas encore comme tels en 1759? Que cela plaise ou non, l'identité québécoise s'est aussi construite à partir de tout ce qui est arrivé après 1760.

En d'autres termes, en 2009, dans une déclaration du type « Notre défaite des plaines », qui est inclus et qui est exclus de ces « notre » et de ces « nous »? Comment prétendre à la fois que ce sont « les Québécois qui ont été conquis » et que l'on est un tenant du « nationalisme inclusif », du « nationalisme civique et seulement territorial »? Pour être Québécois, il faudrait donc absolument être conquis? À moins que l'on considère que « Qui prend pays, prend histoire »? Mais à quelle communauté se référer alors? Au Québec? Au Canada? Aux nations Américaines? Que ces contradictions n'aient pas été relevées publiquement est l'indice que nos intellectuels dorment bien dur. C'est aussi l'indice de la vacuité intellectuelle et idéologique des partis politiques actuels, tous paliers et tendances confondues.

Pour conclure, il reste que l'idée la plus inquiétante est celle qui fonde un projet politique sur la réparation d'une histoire perçue comme douloureuse. Le passé ne se refait pas. Un tel projet est alors voué à l'échec. Par contre, un projet voué à la correction d'un présent jugé déficient par des actions concrètes et réalistes peut être réellement porteur. Il y a là une différence fondamentale.

¹ Le travers symétrique consiste à s'arroger le droit de faire donner un avis par des gens morts sur des sujets d'actualité dont ils ne pouvaient pas juger de leur vivant. Par exemple, c'est affirmer « Voici ce que penserait Kant du téléphone cellulaire » plutôt que de se demander « En quoi la pensée de Kant peut-elle nous aider à réfléchir sur la signification de la téléphonie portable? ». On reconnaît ici la torsion intellectuelle et surtout éthique souvent à l'œuvre dans « Le devoir de philo » qui paraît régulièrement dans *Le Devoir*. Les morts sont bien commodes, surtout quand on prend pour acquis qu'ils n'auraient pas pu changer d'avis s'ils avaient vécu plus longtemps.

FINALEMENT, LES PLAINES SERONT VIDES!



Plus grand-chose n'étonnera dans cette histoire, mais il serait curieux d'entendre les critiques et les gens de théâtre au sujet du traitement médiatique de l'affaire de la reconstitution. Surtout si on change le mot « reconstitution » par « pièce », pour les besoins de la discussion même si la reconstitution historique et le théâtre sont deux manifestations culturelles distinctes. Parions que personne de ce milieu ne va se mouiller autrement que pour dénoncer le projet, notamment à cause du tabou culturel sur la Conquête. Tiens, on pourrait poser ces questions au fils de Jean Duceppe ou à l'ancien président de l'Union des artistes.

À qui profite le crime?

Dans l'affaire des Plaines, il semble y avoir une confusion, volontaire ou pas, entre d'une part une *intention malveillante* attendue mais non démontrée (de la CCBN ou de tout autre instance) et d'autre part de l'*incompétence*. Par ailleurs, cette incompetence peut sans doute s'expliquer par un historique politique relativement récent. Le point est qu'on ne voit pas quel intérêt il y aurait pour qui que ce soit d'élaborer sciemment une « provocation » (sauf l'intérêt qu'y trouvent, par exemple, le Bloc et le PQ) et on peut aussi bien se demander quelle visibilité positive le fédéral aurait tiré d'une « provocation volontaire ». S'il faut chercher « à qui profite le crime », la réponse n'est pas évidente!

L'ineptie est sans doute bien plus à chercher dans le packaging touristique de l'activité qui lui donnait l'air d'une célébration et donnait présence aux consi-

septembre 1759. Sans se lancer dans un cours d'histoire, on peut démontrer que l'on accorde une importance démesurée à cet affrontement, qui n'a pas scellé le sort de la Nouvelle-France quoi qu'on en dise chez les moins honnêtes et les plus ignorants des chroniqueurs (même si la guerre n'était pas une partie de plaisir pour la population). La colonie n'est pas tombée à Québec, point. C'est la diplomatie française qui accepte sa cession à l'Angleterre par le traité de Paris de 1763. Paradoxalement, l'importance accordée à cette bataille dans un certain nationalisme québécois trouve son origine dans l'intégration du mythe du conquérant qui avait intérêt à en faire une grande bataille gagnée en un tour de main, ce qu'elle n'est pas. En d'autres termes, la « pensée de colonisé » peut être aussi là où on ne l'attend pas!

Attention, cela ne revient pas à minimiser l'importance de la nouvelle donne coloniale qui suit la cession, ni les luttes que les Canadiens français et les Acadiens ont menées contre leur minorisation dans de nombreux domaines.

Mais ramener la cession du Canada non pas à la bataille de Québec, mais au traité de Paris, c'est aller tirer sur une autre corde douloureuse dans la conscience collective québécoise (ou plutôt canadienne-française et acadienne), celle de « l'abandon par la France ». L'idée en effet n'est pas joyeuse, même si historiquement les motivations de la France peuvent assez bien se comprendre. Se dire « Mais si les Français avaient gagné à Québec? » c'est plus intéressant pour certains que de se demander « Quels étaient les intérêts de la France? » parce qu'une de ces questions

Ah les osties d'hommes!

Plusieurs groupes féministes accusent le patriarcat d'avoir fait reculer la cause des femmes de soixante minutes en avançant l'heure le 8 mars dernier.

MUSIRONIE

Logique

Poursuites contre de faux opticiens : plusieurs victimes affirment n'avoir rien vu.

MUSIRONIE

Efforts diplomatiques

Barack Obama aurait invité Michaëlle Jean à Washington, pour une session de libre-échange, mais sans protectionnisme.

MUSIRONIE

Le « Triumvirus »

La Tribu du Verbe

latribuduverbe.com

Musironie

musironie.com

Le Couac

lecouac.org



3 fréquences de publication
Quotidien, hebdomadaire, mensuel

3 types de médias
Blogue, radio, journal

Un même but
Tirer sur la connerie
où qu'elle soit!

JANE DOE FÊTE SA VICTOIRE

MARTIN DUFRESNE

Qu'est-ce que le contraire d'une poursuite-bâillon? Serait-ce un recours contre le secret d'État, contre l'arbitraire policier? Il y a dix ans aujourd'hui que Jane Doe, une citoyenne torontoise, a gagné 200 000 \$ à l'issue d'un procès intenté contre «son» Service de police. Les flics avaient littéralement pris la population féminine d'un quartier en otage en refusant de la prévenir qu'un violeur s'introduisait par effraction chez des femmes en passant par leur balcon.

Agressée par cet homme, celle qu'encore aujourd'hui on ne peut identifier autrement que par le pseudonyme «Jane Doe» a tenu les policiers responsables de cette agression. Et après trois ans les tribunaux lui ont finalement donné raison. Les médias ont fait grand état des révélations du procès, dissuadant en fin de compte la police d'aller en appel. Des féministes de partout au pays ont célébré il y a quelques semaines, à l'Université d'Ottawa, le dixième anniversaire de cette victoire.

État des lieux

La conférence – qui a réuni 350 personnes, dont une majorité d'étudiantes – en a profité pour faire le tour des développements récents dans le dossier du viol au Canada.

Toutes les nouvelles ne sont, hélas!, pas aussi bonnes. Dans un texte émouvant qui lui a valu une ovation, Diana Yaros, du Mouvement contre le viol et l'inceste, de Montréal, a demandé «Où est passée notre colère?», en déplorant la récupération par un système professionnalisé des énergies investies par les femmes depuis la mise sur pied des premiers centres d'aide aux femmes victimes d'agression physique ou sexuelle.

David Tanovich a démontré comment l'arrêt R. c. S. (W.D.) de la Cour suprême avait, il y a 15 ans, à ce point protégé les droits des agresseurs que – à moins que ce soit un homme qui ait été violé – les agresseurs avaient mainte-



nant le haut du pavé en Cour.

Kim Pate, *pasionaria* de l'Association des sociétés Elizabeth Fry, a mimé de façon dramatique l'agression sexuelle systémique que constituent les fouilles à nu systématiquement imposées aux détenues et à leurs visiteuses. Mais comme Jane Doe, les sociétés Elizabeth Fry se servent des lois sur l'accès à l'information pour confronter et faire rendre des comptes aux geôliers et aux politiciens qui les protègent.

Fil d'Ariane

On pouvait se procurer à cette conférence un livre-scrapbook illustré, passablement déjanté, sur cette initiative, *The Story of Jane Doe*. Espérons qu'il sera publié en français. Humour, illustrations géniales de Shary Boyle, compte rendu documenté des démarches de Madame Doe... c'est un livre qui déconstruit intelligemment l'aura de crédibilité que le pouvoir cherche à maintenir autour de ses propres violences sexistes.

On peut y déceler le fil d'Ariane d'une irrévérence perdue : celle de femmes qui décident, un jour, qu'elles n'ont rien à perdre à agir leur colère. Ce que continue à faire encore aujourd'hui Jane Doe, devenue experte-conseil dans sa farouche volonté de réformer l'incurie du système en matière d'agressions sexuelles.

RAMON VITESSE

VULGAIRES MACHINS, Presque sold out (Indica)

Le groupe punk rock québécois le plus en vue a étoffé son discours critique et politique au fil des ans ; les lecteurs du *Couac* en savent quelque chose avec la présence de Guillaume lors des dix ans du canard et des efforts de distribution de livres et journaux engagés lors de leurs concerts.

Voici donc un double comportant pas moins de vingt-cinq pièces enregistrées en spectacle au Club Soda en 2007, disque audio et DVD qui, outre le spectacle, offre treize vidéos. Un album souvenir pour les fans mais également un florilège de leurs chansons les plus fortes (*Domage collatéral*, *Faut pas s'urrer*, *Dieu se pique*, etc.).

BERNADETTE, S/T (Disques Présence)

Ce quintette bénéficie de la chaude voix d'une clarinette et d'une paire de guitares – dont acoustiques, baladeuses pour un ensemble qui va dans tous les sens du folk au rock en passant par la chanson. *L'eau lève*, *La lenteur*, *Quand l'amour s'en mêle* ou *Tenir ce qui nous tient* sont de leurs titres de chansons qui résumant gaillardement un élan festif et rassembleur pouvant parfois évoquer les Cowboys Fringants. Déjà, le groupe annonce *L'amour est un fusil* son deuxième album à paraître... Piaffant que ces nouveaux bardes!

TORNGAT, *La petite Nicole* (Alien 8 Recordings)

Le nom de ce trio instrumental montréalais s'avère emprunté aux Monts du même nom (appelés Plateau Laurentien au Québec) qui sont inclus dans le Bouclier canadien. Leur musique se voit affublée d'étiquettes diverses telles : indie rock, pop jazz, cinématographique, mélodie enfantine et autres... Retenons que nos larrons, des multi-instrumentistes (claviers, cuivres, percussions) issus de Concordia, ne se mettent guère de limites et que leur charme réside dans l'aspect expérimental de leurs compositions couplé à des éléments plus accessibles ; notamment en restituant, tout au long de l'album, différents moments de la journée d'école d'une fillette. Les ambiances sont souvent méditatives, mélancoliques et parfois un peu angossantes, notamment avec *L'école pénitencier* évoquant la cadence imposée aux enfants...

LES ÉKORCHÉS, *IV Démons* (Indica Records)

Effectivement écorché vif Marc (ex-B.A.R.F.) chanteur hurleur et parolier y va de son expérience, de ses galères et d'un certain désenchantement, pour ne pas dire d'irréparables blessures. Invariablement les morceaux explorent la misère du travail idéalisé (*Avancer par en arrière*), de la pauvreté (*Crash le bacon*), de la guerre vue du champ de bataille (*Que la mort règne*) et de l'envie de mourir (*Vieux moineau*). On ne peut reprocher de trop fleurir le tableau... Thérapie réalité et capacité à explorer la face lugubre de l'humanité sont les caractéristiques anti glamour de cet album récidive pour Les Ékorchés. Exit... Une formule métal unique et tragique avec le violoncelle de d'Entremont, la guitare de Gordon (ex-Choulunatics) et la batterie de Langevin (ex-Voivoid).

Retourner le fer dans la plaie

Plus de 10 000 contraventions ont été données relativement à l'utilisation du cellulaire au volant depuis l'entrée en vigueur du règlement. Afin d'accommoder les fautifs, on songe maintenant à leur faire parvenir leur contrevenant directement par messagerie-texte.

VALENTIN TARDI

SUPERDUPONT, *T.6 POURCHASSE L'IGNOBLE!* (Fluide Glacial) Lefred-Thouren, Gotlib, Solé

Créature franchouillarde de super héros prétentieux et jobard Superdupont constitue une sorte de garde-fou de l'Ordre établi hexagonal. En quelques histoires rondement menées, ce flic à cape et à béret en sous-vêtements et charentaises du cru ramène l'électeur incivique à l'urne électorale pour s'acquitter de son devoir, redresse l'Académie française quasi sénile, traque la contrefaçon du camembert au lait de chamelle, etc. Rire gras pur vache bien sûr...

LES PARQUES, *1. VISITE GUIDÉE* (Vents D'Ouest) de Hugues MicolLES PARQUES, *2. A SANGRE Y FUEGO* (Vents D'Ouest) de Hugues Micol

Dans ce dyptique on comprend bien que même si l'Allemagne post nazie en prend plein la gueule, ses chefs, comme dans toute armée ou système financier, tirent à peu près toujours, non seulement leur épingle, mais également le produit de leurs tueries du jeu trop banal des galériens humains... C'est l'après-guerre et, nous retrouvons justement le gratin du régime nazi royalement réinstallé en Amérique du Sud. Ces derniers n'en auront pas moins fort à faire en suscitant les convoitises de diverses factions secrètes avec, notamment, une collection d'art dérobée à des juifs exterminés. Le tout serait trivial si le ton espionnage, propulsé à un niveau de sport extrême, et que le dessin qui tartine épais en torchant des cliques qui se claquent à qui mieux mieux pour récupérer un magot... Contre toute attente, le public déambule stoïque au fil de l'épopée à haut indice d'octane comme autant de fourmis poursuivant d'amasser pour des possédants en attendant d'être expédiées à la casserole. À l'heure actuelle, cela se contre-vérifie tout autant que dans cette phrase qui clos le deuxième et dernier tome : «C'est une réaction ordinaire... Je veux dire, chercher à être complice plutôt que victime.» !

LES CONTES D'OUTRE-TOMBE (Les 400 coups) de Jacques Lamontagne

L'éditeur québécois lance Rotor une toute nouvelle collection BD dirigée par Michel Viau (auteur de BDQ – Répertoire des publications de bandes dessinées au Québec des origines à nos jours et rédacteur sur le site BD Québec) qui publiera des albums cartonnés (imprimés au Québec!) dans multiples genres tels science fiction, aventure, policier et même horreur pour le livre de Lamontagne bien connu pour sa série *Les Druides* (Soleil). Voici donc une vingtaine de brèves histoires dans la veine des *Tales from the crypt* à ceci près que nombreuses histoires font la part belle au folklore en revenant dans le passé ou en faisant appel aux revenants... Un album mortel auquel s'ajoute des clin d'œil dessinés par des amis.

APOSTASIEZ-VOUS !

L'apostasie, c'est la nouvelle tendance «in» pour tous les athées branchés.

Ne laissez plus le Vatican se servir de votre nom... APOSTASIEZ la religion catholique! Un geste libérateur, en plus d'être un mot rigolo qui se place bien dans une conversation de salon. Tous les détails à www.mlq.qc.ca/vx/8_apostasie, sur le site du Mouvement laïque du Québec.

Bonne excuse

La GRC explique que si elle n'a pas commencé les recherches plus tôt afin de sauver un couple de québécois perdu dans les Rocheuses, c'est parce que les agents n'ont pas compris le mot SOS écrit en français sur la neige.

MUSIRONIE

Ça ne date pas d'hier

Les fugues sont à la mode, et ne seraient plus réservées aux jeunes adolescents ; *Le Couac* aurait appris en exclusivité que Jean-Sébastien Bach aurait même fait plusieurs fugues.

MUSIRONIE

SPORTS

Un an avant que les Jeux Olympiques de Vancouver ne soient présentés, leur déficit est déjà sur le point de fracasser un record olympique.

MUSIRONIE

Looser

Mountazer al-Zaïdi, le journaliste irakien qui a lancé ses chaussures à la tête de George W. Moron, a été condamné à trois ans de prison pour l'avoir manqué.

MUSIRONIE

Spectacle

Jean-François Harrison refuse de renoncer à sa nomination au Gala Artis ; Il propose qu'on modifie plutôt la catégorie pour «meilleur comédien d'une émission jeunesse aimant vraiment les enfants».

MUSIRONIE

Joke recyclée

Attentat meurtrier contre une académie policière à Bagdad : un kamikaze voulait rentrer dans la police et celle-ci ne s'est pas tassée.

MUSIRONIE

TROUVEZ L'ERREUR

Le magazine *National Geographic*, lu par plus de 10 millions de personnes dans le monde, publie dans son édition de mars un reportage accablant sur les effets de l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, les auteurs de l'article qualifient de «sombres» et de «sataniques» les usines de transformation des sables bitumineux. (*Radio-Canada*, 26-02-09)

Suite à cette publication, Ottawa s'est mis sur le mode «damage control» et a chargé le ministre de l'Environnement (sic), Jim Prentice, de convaincre l'administration Obama que «malgré leurs défauts, les sables bitumineux offrent une source d'énergie dont les États-Unis n'ont pas les moyens de se passer.»

Le Couac a par ailleurs appris que la riposte d'Ottawa comprendrait aussi une tournée du ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, auprès des cancérologues du pays pour vanter les opportunités de recherche que génèrent les sables bitumineux.

Les meilleurs articles du mensuel satirique francophone le plus lu en Amérique du Nord!

10 ans de Couacs

JE PENSE, DONC JE NUIS

• Bob L'Aboueur • Gilles Archambault • Isabelle Baez • Normand Baillargeon • Daniel Baril • Stéphane Batisse • Pierre de Bellefeuille • Marco de Bois • Jacques Bouchard • Adil Charakout • Claude G. Charon • Le Cercle de zoologie politique • François Winston-Smith • Louis Cornélius • Jean-René David • Bruno Dubois • Steven Dupuis-Dani • Pierre Falard • Benoît Folsy • Philippe Gauthier • David Lesoyez • Guillemot • Clode de Guise • Louis Hamelin • Christian Harvey • David Lesoyez • Moktionie • Jean-François Nadeau • François Patenaude • Martin Poirier • Papin • Benoit Perron • Martin Pettit • Marion Piekarc • Michel Rioux • Chantal Raymond-La-Science • Yvon D. Ranger • Claude Rioux • Simon Tremblay-Popin • Santarra • Marco Silvestro • Mohamed Smith-Gagnon • Simon Tremblay-Popin • Pierre Vadeboncoeur • Ramon Vitesse • Les Zapatistes

Plus d'infos au www.lecouac.org

Pour une liste des points de vente, allez au www.lecouac.org/points_vente.html

10 ans de Couacs,

c'est plus d'une quarantaine d'auteurs ayant publié en nos pages durant la dernière décennie. Des auteurs dont les textes donnent à penser et, considérant le monde dans lequel on vit, à nuire...

Commandez dès maintenant votre exemplaire en nous envoyant un chèque de 28 \$ (25 \$ + 3 \$ de frais d'envoi) à l'ordre de «Le Couac», au 1872 Gauthier, Montréal, QC, H2K 1A3.

Et n'oubliez pas d'indiquer votre adresse postale de retour!



« DIEU N'EXISTE PROBABLEMENT PAS. ALORS CESSEZ DE VOUS INQUIÉTER ET PROFITEZ DE LA VIE »

MICHEL VIRARD

Président, Association humaniste du Québec

Cette annonce apparue en mars sur les autobus de Montréal a fait sursauter bien du monde. Pour les athées qui subissent l'arrogance des croyants depuis si longtemps, la réaction en a été une de libération : « Enfin ! ». Pour les croyants persuadés que nous vivons dans une société déjà pleinement laïque, la réaction a été plutôt de prétendre « qu'il n'y a pas de problème pour les athées au Canada » et qu'en conséquence nous aurions dû rester bien cachés dans notre placard, comme il se doit dans une société où la religion en a mené très large pendant longtemps et continue d'ailleurs de bénéficier de privilèges étendus.

Mais pourquoi donc les athées ont-ils décidé de sortir du placard ?

Une grande part de la population canadienne partage encore une perception erronée des athées et de l'athéisme, perception façonnée par des préjugés et des calomnies répétées sur des millénaires. En 2008, un fonctionnaire du ministère de l'Éducation du Québec n'a pas trouvé de meilleure excuse pour ne pas inclure le terme « athée » dans le programme d'Éthique et de Culture religieuse que de déclarer

croissance est parfaitement compatible avec des sociétés fonctionnelles ayant des taux réduits de maladies sociales. De même, et sur une échelle plus vaste, le palmarès de l'Indice de développement humain des Nations Unies montre sans équivoque que les nations avec les taux les plus élevés de non croyance se placent généralement dans le peloton de tête du développement. On y retrouve la Norvège, la Suède, l'Australie et le Canada. À l'inverse, les nations avec des taux de religiosité frôlant les 100 % occupent la plupart des cinquante dernières places.

Nous, humanistes du Québec, sommes arrivés à deux conclusions complémentaires : non seulement les religions ne disposent d'aucune base factuelle fiable pour soutenir leurs assertions quand au surnaturel, mais, de plus, la croyance très ancrée dans les effets bénéfiques des croyances religieuses, sur le plan social et par rapport à l'athéisme, ne peut plus être raisonnablement défendue, à tout le moins en ce qui concerne les pays développés et à notre époque. En conséquence, nous nous devons de faire comprendre à la population que l'athéisme en lui-même ne représente aucunement une menace pour la cohésion et l'harmonie des sociétés et que, bien au contraire, la libre pensée et l'humanisme athée sont aussi des atouts pour l'épanouissement des peuples, tout comme la liberté de conscience et la liberté d'expression.



La première campagne de pub athée sur les bus de Londres a reçu de nombreux appuis. On reconnaît sur la photo Richard Dawkins, le célèbre biologiste et auteur du livre *The God Delusion*.

TVA puis à Radio Canada deux habitués des plateaux de télé et de radio : un théologien jeune et fringant, Luc Phaneuf, et un prêtre, l'abbé Raymond Gravel, pas particulièrement représentatif de son église. Le théologien a admis qu'il se sentait confortable avec sept des huit principes que nous demandons à nos membres d'endosser, et de fait, il ne s'objectait plus qu'au seul rejet du surnaturel et des dogmes.

Dans les entrevues comme dans les commentaires sur les blogues, la question qui est revenue le plus souvent est « Pourquoi "probablement" ? Vous n'êtes pas sûr de vous ? » A chaque fois nous avons dû expliquer que, philosophiquement, il n'est pas possible d'affirmer avec une totale certitude que quelque chose n'existe pas, même si nous savons que sa probabilité d'existence est infiniment petite. Nous ne sommes pas des agnostiques dans le sens « indéterminés » mais dans le sens « philosophiquement conséquents ».

Nous avons reçu une seule lettre de menace, elle émanait d'un croyant qui menaçait de nous poursuivre en justice, via une action collective, si nous persistions dans notre projet. La première réaction officielle d'une église est arrivée le dimanche 8 mars lorsque j'ai découvert une coûteuse annonce d'une demi page, dans *La Presse*, avec seulement deux phrases accotées à une boîte à cocher : d'abord un plagiat de notre annonce, y compris les couleurs et les caractères, et ensuite une seconde phrase presque identique : « Dieu existe probablement... etc. ». C'était la bizarre réplique de l'Église Unie et elle renvoyait à son site web. Nous la remercions de relancer si gentiment notre campagne. Plus tôt dans la campagne, le secrétaire du Conseil des évêques s'est félicité que nous vivions dans une société qui respectait la liberté de conscience et d'expression. Nous espérons que les villes de Halifax, London et Ottawa entendront ce message sensé. Il n'est jamais trop tard pour voir la lumière.



publiquement que ce terme était trop « négatif » et qu'il n'avait donc pas sa place dans ce programme. De fait, les athées et agnostiques continuent d'être la dernière minorité qui peut être impunément insultée en public. Un langage haineux vis-à-vis des athées est encore aujourd'hui considéré comme acceptable par beaucoup de citoyens qui, par ailleurs, n'accepteraient pas un tel langage vis-à-vis d'une autre minorité.

Une des calomnies habituelles a encore été utilisée, en février dernier, en pleine séance du comité des transports de la ville d'Ottawa : une personne qui s'opposait aux autobus portant des annonces athées s'est levée et a clairement déclaré que les athées étaient responsables de la mort de millions de personnes, faisant référence à la Russie de Staline et laissant implicitement entendre que les athées d'Ottawa sont de la même espèce. Pourtant, personne au Canada n'oserait déclarer publiquement que les musulmans du Canada sont responsables des attentats du 11 septembre 2001. Jamais les humanistes du Canada et du Québec n'oseraient déclarer que les chrétiens du Canada sont responsables des exactions du général Franco, du général Pinochet, ou celles de l'Armée de libération du Seigneur en Ouganda. Alors, pourquoi cette hargne à notre égard ? Ce genre de calomnies est encore plus pénible pour les humanistes athées de notre association qui sont tous d'ardents défenseurs de la démocratie et des droits humains et pas seulement en paroles. Au travers de notre association à l'I.H.E.U., nous avons une voix à la Commission des droits de l'homme aux Nations Unies et nous participons activement à diverses campagnes.

La réalité sur l'influence des athées, agnostiques et, plus généralement, des non-croyants, est tout autre. Cette réalité, est maintenant bien documentée dans les pays de l'O.C.D.E. : il y a une corrélation troublante entre le niveau de religiosité et le niveau des principales plaies sociales (homicides, suicides chez les jeunes, mortalité infantile, avortements, grossesses d'adolescentes, M.T.S. et durée de vie abrégée). Il ne s'agit évidemment pas de démontrer ici que la religion est la cause de ces dysfonctions sociales, mais surtout qu'un indice élevé de non

croissance est parfaitement compatible avec des sociétés fonctionnelles ayant des taux réduits de maladies sociales. De même, et sur une échelle plus vaste, le palmarès de l'Indice de développement humain des Nations Unies montre sans équivoque que les nations avec les taux les plus élevés de non croyance se placent généralement dans le peloton de tête du développement. On y retrouve la Norvège, la Suède, l'Australie et le Canada. À l'inverse, les nations avec des taux de religiosité frôlant les 100 % occupent la plupart des cinquante dernières places.

Les réactions à la campagne

Les premiers refus des villes d'Ottawa, de London (ON) et de Halifax (NS) de passer des annonces similaires sur les bus de ces villes nous ont évidemment offert une confirmation éclatante de notre thèse : au Canada les athées sont manifestement loin d'être des citoyens ayant les mêmes droits que les croyants, ce qui justifie la campagne. Il y a cependant de l'espoir : les villes de Toronto et de Montréal, qui sont actuellement les premières à avoir accepté ces annonces, sont aussi les deux plus grandes.

Shock and awe ! L'annonce des annonces, avant même la sortie du premier bus, a suffi à déclencher une vague d'entrevues avec les médias, toujours allumés par ce qu'ils perçoivent comme une possibilité de « controverse » croustillante. J'ai dû affronter en direct à

L'Association humaniste du Québec en bref

L'Association humaniste du Québec a été créée en 2005 par Normand Baillargeon, Bernard Cloutier et Michel Virard. Sa vocation est le développement de la pensée critique au sein de la population du Québec. Elle a le statut d'œuvre caritative au Canada et est une association apolitique qui ne s'identifie à aucune option politique précise sinon la défense des droits humains. L'Association humaniste du Québec est membre associé de l'I.H.E.U., (International Humanist & Ethical Union) basée à Londres (www.ih.eu.org). L'Association a maintenant plus de 200 membres qui souscrivent aux huit principes humanistes de notre charte. L'Association reçoit son financement des modestes cotisations des membres, de dons de membres et non membres, et aussi de dons de la Fondation humaniste du Québec. Elle ne reçoit aucun financement gouvernemental ou étranger.

L'Association humaniste opère le Centre humaniste, la Bibliothèque humaniste du Québec, le Ciné-club humaniste et différents sites web (www.assohum.org). Elle organise des conférences et participe à la production de vidéos à caractère humaniste. L'Association organise des « Agapes humanistes » conviviales quatre fois l'an. Elle participe aussi à des événements externes significatifs pour les humanistes, tels que la dernière « Nuit de la Philo » où nous avons présenté « Les Livres penseurs du Québec ».

Plusieurs membres de l'Association sont des écrivains accomplis : Daniel Baril, Cyrille Barrette, Rodrigue Tremblay, Norman Baillargeon ont tous contribué à la diffusion de la pensée critique au Québec.

Depuis sa création, l'Association a aussi été un instrument dans diverses campagnes destinées à influencer des décisions touchant des droits fondamentaux, telles que la répudiation des arbitrages par des tribunaux religieux en Ontario, et, plus récemment, l'acquiescement du juge Luigi Tosti par la Cour de cassation de Rome.

À qui la chance ?

Suite à l'excommunication de la mère brésilienne qui a permis l'avortement de sa fillette de 9 ans, *Le Couac* offre 25 \$ au premier fidèle qui lancera ses souliers à Benoît XVI. Une prime de 50 \$ sera offerte pour des bottes à cap d'acier.

MUSIRONIE

Slogan alternatif

L'autobus finira toujours par arriver ; Dieu, lui, vous risquez de l'attendre éternellement.

Profilage religieux

Vince Li, qui a attaqué, étranglé, égorgé et décapité son voisin de banquette sous les ordres de Dieu a été reconnu non-criminellement responsable. La police cherche maintenant à appréhender Dieu.

MUSIRONIE

L'insensé a dit en son cœur...

RENÉ GIRARD

La campagne publicitaire affichée sur une dizaine d'autobus de la Ville de Montréal à l'initiative de l'Association humaniste du Québec suscite réactions et débats.

Sur les ondes radiophoniques de la première chaîne, à l'émission Ouvert le samedi, le 28 février dernier, la tribune libre recevait Raymond Gravel, prêtre et curé médiatique, connu pour se situer à gauche tout en faisant des déclarations gauches dans une Église campée à droite et pas toujours adroite, et Michel Virard, président de la dite Association humaniste suspectée par le représentant gravelien des croyants de vouloir mener campagne contre eux. Disons-le tout de go cette campagne est une affirmation athéiste. Au premier chef, elle n'attaque per-

sonne, contrairement à cette réaction entendue souvent contre la campagne et qui disait « L'insensé a dit en son cœur : Dieu n'existe pas ».

Ce qui m'a frappé le plus dans les commentaires entendus à la tribune radiophonique c'est la réaction de Gravel au commentaire d'une auditrice de 70 ans n'ayant plus la foi depuis l'âge de 11 ans parce que, disait-elle, les prêtres ne parvenaient jamais à répondre de façon convaincante aux questions concernant la foi. Sa longue expérience lui a appris que la croyance ne devrait pas exister et que ça irait mieux dans le monde si la croyance en Dieu n'existait plus. Sur ce, réaction prompte de l'abbé Gravel : « s'il n'y avait plus de croyances il faudrait en inventer madame ».

Alors je me dis « n'est-ce pas cela qui est arrivé ? » La foi serait donc une invention toute humaine, rien qu'humaine ? Et ceux qui nous disent que Dieu s'est révélé aux hommes par les Saintes Écritures n'est-ce

pas là encore une invention toute humaine, rien qu'humaine ?

À Halifax, Lori Paterson la porte-parole de la compagnie de transport Metro Transit a refusé d'apposer sur les autobus la publicité : You Can Be Good Without God sous prétexte qu'elle était offensante pour les croyants. Est-il moins offensant de dire cette parole supposément divine parce que tiré d'un psaume : « L'insensé a dit en son cœur : Dieu n'existe pas » que de dire cette parole humaine « Vous pouvez être une bonne personne et ne pas croire en Dieu » ?

Pourtant ce Dieu des croyants qui leur dit d'aimer leurs ennemis et de prier pour ceux qui les persécutent est rarement écouté par ceux qui ont la foi. N'est-ce pas un prêtre qui a béni la bombe atomique qui allait détruire Hiroshima ? C'est ça l'amour des ennemis ?